

# 22 AVRIL: LE VRAI VOTE UTILE

**POUR** prolonger la victoire du NON au referendum sur l'Europe  
**POUR** soutenir les revendications ouvrières et populaires  
**POUR** reconquérir nos droits sociaux et démocratiques

**CONTRE** l'extrême droite, la droite, le « centre » et la fausse gauche  
**CONTRE** l'ultralibéralisme, le libéralisme et le sociallibéralisme  
**CONTRE** le capitalisme dévastateur et inhumain



## C'EST VOTER MARIE-GEORGE BUFFET !



Supplément avril 2007

Coordination Communiste

Pour la reconstruction d'un Parti  
communiste révolutionnaire

*Au-delà des désaccords stratégiques que notre organisation a pu avoir et a toujours avec le PCF, nous appuyons sans hésiter la candidature de Marie-George Buffet pour les élections présidentielles et appelons les travailleurs à se défendre avec ce vote en pesant dans ces élections.*

*Nous donnons ici quelques exemples qui illustrent les raisons de notre soutien. Sur l'emploi, les salaires, le logement, la candidate*

*du PCF est la **porte-parole des revendications immédiates des travailleurs et de leurs familles**. Sur l'immigration, elle fait des propositions qui aident à construire l'unité de classe des travailleurs. Sur l'Europe, elle propose la fin des traités actuels, notamment le Traité de Maastricht. Toutes ces revendications méritent d'être entendues et portées dans la campagne. Parce qu'elles font la différence avec les candidats du système : Le Pen, Sarkozy, Bayrou, Royal. Certes, nous pouvons pointer ce qui, de notre point de vue, sont des insuffisances dans les propositions de campagne. Cela est naturel, nous sommes deux organisations indépendantes, qui n'avons pas le même programme stratégique. Mais l'heure est à l'unité sur l'essentiel. Et l'essentiel, pour les travailleurs, est d'avoir **une voix qui porte leurs principales revendications, une voix populaire qui se situe dans le prolongement du combat commun gagné le 29 mai 2005, une voix de gauche authentiquement anti-libérale. C'est cela le vote utile.***

### Emploi et retraite, préoccupation n°1 des travailleurs : au cœur du programme de Marie-George Buffet

En matière d'emploi et de retraite, le programme de Marie-George Buffet s'inscrit bien dans une logique sociale progressiste. Il s'attaque aux profits et entend « faire payer les revenus financiers ». Il propose de multiplier par deux l'ISF pour les personnes qui déclarent de 750 000 à 1 200 000 € de revenus et de le tripler au-dessus de cette somme.

Marie-George Buffet affirme que le CDI et les statuts protecteurs doivent être la règle, ce qui est essentiel à l'heure où le MEDEF et la droite réécrivent le code du travail. Le PCF reprend une revendication du puissant mouvement social de la jeunesse du printemps 2006 en exigeant l'abrogation de la loi dite « d'égalité des chances » et il revendique des « CDI pour toutes et tous avec une période de formation si nécessaire et



*transformation des CDD et intérim en emplois stables ».*

En matière d'emploi, la candidate s'alarme de la baisse inquiétante de l'emploi industriel dans notre pays et elle fait référence à une proposition de loi récente du PCF (non soutenue par les députés socialistes sous prétexte des « engagements communautaires de la France »), qui vise à combattre

les délocalisations, notamment en :

- Mettant en place des « *taxations communes dissuasives* », en fonction des différentiels sociaux, sur les importations de produits délocalisés dans les pays à faible coût salarial ;
- Exigeant de faire rembourser par l'employeur toutes les aides publiques dont il a pu bénéficier.

Elle souhaite donner de nouveaux droits aux salariés : les élus de personnel disposeront d'un « droit de veto

suspensif » sur les décisions de licenciement collectif et de délocalisation.

Concernant les licenciements, la mesure phare est « l'interdiction des licenciements pour les entreprises qui réalisent des profits ».

Il s'agit de mesures défensives immédiates positives, réclamées par les travailleurs. De notre point de vue, la notion « d'interdiction des délocalisations », présente sur les affiches de campagne, mériterait toutefois d'être précisée, en allant plus loin en mettant en avant une revendication simple : la sauvegarde de l'outil industriel par la prise de contrôle par l'Etat (c'est-à-dire la nationalisation) en cas de fermeture d'entreprise et/ou délocalisation.

Pour ce qui concerne les retraites, Marie-George Buffet rappelle sa préférence pour le système par répartition et la solidarité intergénérationnelle. Aucune retraite en dessous du SMIC, qu'elle propose de porter à 1500 euros brut dès le 1<sup>er</sup> juin (puis d'aller rapidement vers les 1500 € nets). Un droit à la retraite à taux plein dès 60 ans basé sur 37,5 annuités et les dix meilleures années. Le maintien des régimes spéciaux présentés comme une référence pour tous les autres salariés. L'abrogation de la loi Fillon sur les retraites.

Elle souhaite aussi l'augmentation des taux de cotisations sociales des entreprises, l'arrêt des

exonérations patronales de charges sociales (23 milliards en 2006 !). Elle revendique que les revenus financiers contribuent aux régimes de retraites au même taux que les salariés. De plus, elle propose de sécuriser les fonds de l'épargne retraite par leur conversion en obligations d'état plutôt qu'en actions boursières.

Toutes ces propositions justes s'inscrivent plus dans une logique antilibérale que dans une logique anticapitaliste, en ce sens qu'elles peuvent être satisfaites sans changer de système.

Mais à l'heure actuelle où le capital n'accepte aucun recul, ces axes de lutte nécessitent un combat social d'ampleur ! De notre point de vue, appeler de ses vœux, comme le fait le PCF, une « VI<sup>ème</sup> république », un pouvoir législatif qui imposerait par la loi ces changements, ne peut être suffisant. Il suffit d'observer ce qui se passe au Venezuela, pour se rendre compte que sans les luttes sociales et le soutien populaire rien n'est possible, même pour un gouvernement réellement de gauche, anti-libéral.

L'histoire contemporaine de la France nous montre que les périodes de progrès social ont toujours été précédées de luttes ouvrières victorieuses. L'absence d'appel aux luttes pour porter cette politique est le point faible du programme électoral de Marie-George Buffet.

## SMIC à 1500 Euros : Buffet contre Royal, anti-libéralisme contre social-libéralisme

L'expérience de la victoire du NON à la Constitution Européenne en 2005 montre qu'une majorité d'électeurs ne signe plus de chèque en blanc. Ils ont appris à lire entre les lignes des programmes, démasquer les omissions volontaires et les « nuances » lourdes de conséquences (on se souvient par exemple du « droit de rechercher un emploi » dans le projet de Constitution Européenne, remplaçant le « droit au travail », des « SIEG, services d'intérêts économiques généraux » ou



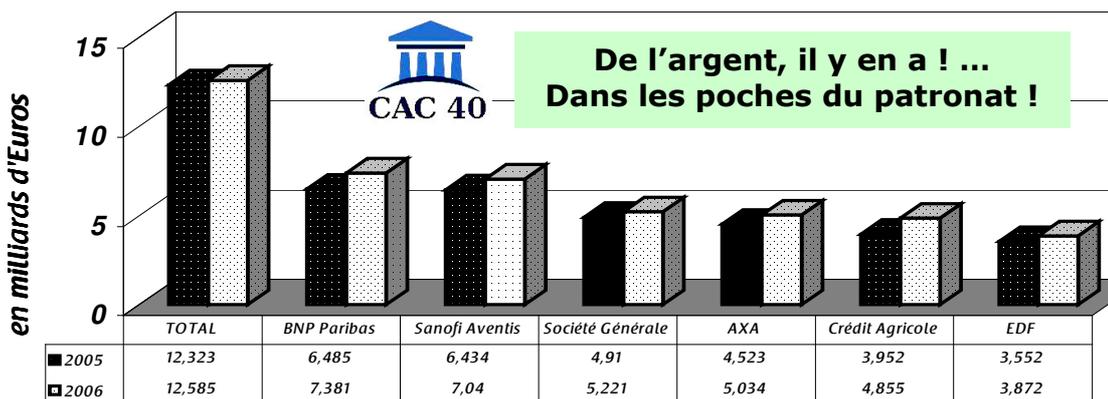
« missions de services publics », remplaçant les « services publics », etc.).

En matière de pouvoir d'achat, sujet particulièrement important pour une majorité de salariés, lourdement touchés par les politiques d'austérité, l'augmentation des prix et la baisse des salaires par chantage à la délocalisation, plusieurs programmes

de candidats annoncent un « SMIC à 1500 Euros ». Ségolène Royal, soucieuse de « satisfaire » les exigences de ces milieux populaires qui se souviennent du projet de chaos social qu'elle

soutenait corps et âme en 2005, annonce un audacieux « SMIC à 1500 Euros brut avant la fin de la législature ».

Le SMIC actuel – 1254,28 Euros mensuels – devrait donc être porté de 8,27 € de l'heure à 9,88 € de l'heure en 2011, date de fin de la prochaine législature.



Sachant que de 2001 à 2006, ce SMIC est passé de 6,67 à 8,27 € de l'heure, l'augmentation souhaitée par Madame Royal ne dépasse que d'un centime d'Euro celle qui suivrait une simple reconduction de la politique actuelle (augmentation de 1,61 € dans les cinq prochaines années, après les 1,60 € d'augmentation au cours du mandat du champion de la « fracture sociale » !). Voilà donc une « promesse de campagne » qui, pour une fois et sans aucune difficulté, ne peut qu'être tenue, si toutefois la candidate du « OUI de gauche » était élue... Prudente, elle prévoit quand même, pour rassurer le MEDEF au sujet de ce centime révolutionnaire en 2011, « une conférence nationale sur les salaires et les revenus avec les partenaires sociaux dès 2007 »...

Marie-George Buffet quant à elle, se prononce pour un « SMIC brut à 1500 Euros dès l'été 2007 ». Cet engagement s'inscrit dans une dynamique de hausse des salaires qui portera « rapidement le SMIC à 1500 Euros nets » et intégrera « les primes et indemnités dans les salaires ». La hausse du SMIC s'accompagnera d'une « augmentation des minima sociaux de 300 Euros », de leur indexation à terme sur le SMIC, et d'une revalorisation des retraites qui ne tomberont plus sous le SMIC. Marie-George Buffet annonce ici une politique offensive d'augmentation du salaire direct (augmentation forte et immédiate du SMIC pour 2,5 millions de salariés, mais aussi pour tous les travailleurs dont le salaire est indexé sur le SMIC) et du salaire différé (minima sociaux, chômage, retraites), basée sur une taxation du capital (notamment par « modulation des cotisations chômage des employeurs, pénalisant ceux qui précarisent »), dans le contexte actuel d'apogée des profits capitalistes où l'argent ne manque pas (en

## Les propositions antilibérales de Marie George Buffet sur le logement vont dans le bon sens

En régime capitaliste, le logement fonctionne comme une marchandise. C'est pour cela que coexistent dans nos sociétés des logements vacants et des sans-abri. C'est aussi pour cette raison que la part du logement dans le budget des familles populaires va grandissant. La loi du profit fonctionne aujourd'hui sur le marché du logement, éliminant du droit au logement décent tous les travailleurs jugés « non solvables ». Bien sur, cette loi ne fonctionne pas dans sa logique « pure », du fait des conquêtes sociales antérieures. Des aides au logement existent, les droits du locataire sont formalisés dans des textes de



particulier d'ailleurs dans les caisses de « ceux qui précarisent »).

Le programme social-libéral consiste donc à surenchérir d'un centime le réajustement naturel du SMIC par rapport à l'augmentation du coût de la vie, sans toucher aux allègements actuels des charges patronales sur les bas salaires et sans revaloriser les minima sociaux de ceux que le PS considère encore comme des « assistés » (la seule revalorisation promise, de 5%, concerne les personnes handicapées), bref, à ne rien changer. En ce sens, Royal est fidèle à la doctrine du maître à penser britannique et socialiste Tony Blair ; « ne rien promettre qu'on ne puisse réaliser » (et comme on ne veut rien réaliser, on ne promet rien !).

Le programme antilibéral et populaire porté par Marie-George Buffet consiste au contraire à inverser la tendance en pénalisant les patrons qui précarisent, en augmentant l'impôt des grandes fortunes, pour revaloriser immédiatement les salaires et combattre la misère, bref, pour répondre directement à l'urgence sociale.



loi, le droit au logement est constitutionnel, etc. Mais ces aspects ne peuvent soigner que quelques conséquences et non en supprimer les causes. Pour supprimer les causes, il faut supprimer le caractère de marchandise du logement c'est à dire le transformer en bien national. Le programme de Marie-George Buffet pose des revendications justes en matière de droit au logement :

- Interdiction des expulsions de logement, des coupures d'eau et d'électricité pour cause d'impayés,
  - Plan d'urgence de réquisition immédiate des logements vacants,
  - Mise en place d'une sécurité sociale du logement avec une garantie du risque locatif,
  - Construction de 120 000 logements sociaux par an sur toute la législature,
- A ces mesures touchant à l'urgence s'en ajoutent deux qui vont dans le sens d'une remise en cause du caractère de marchandise du logement :
- Le plafonnement du loyer à 20 % du revenu du foyer,

## **La question de l'immigration dans le programme de Marie-George Buffet : des propositions en phase avec les revendications du mouvement social**

« Dès la mise en place du nouveau gouvernement, je proposerai que soit accordé le droit de vote et d'éligibilité aux résidents étrangers à toutes les élections ». Ainsi commence la proposition 11 du programme anti-libéral de Marie-George Buffet.

C'est la première fois dans l'histoire des élections en France qu'un candidat à l'élection présidentielle se positionne d'une manière aussi précise sur cette question. En effet, les propositions les plus « progressistes » que l'on a pu avoir par le passé se limitaient au droit de vote aux élections locales d'une part et excluaient de fait le droit d'éligibilité. Y compris le PCF, en 2002, s'en tenait au droit de vote et d'éligibilité des étrangers aux élections locales.

En généralisant ce droit à toutes les élections et en proposant d'octroyer le droit d'éligibilité - selon elle, « le droit de vote ne peut pas être séparé du droit à l'éligibilité » - c'est une conception tout à fait révolutionnaire de la notion de citoyenneté qui nous est proposée. Est-ce la première fois dans l'Histoire de France ? Non, cette définition de la citoyenneté était inscrite dans la constitution de 1793, qui dans son article 4 stipulait :

« - Tout homme né et domicilié en France, âgé de vingt et un ans accomplis ;

- Tout étranger âgé de vingt et un ans accomplis, qui, domicilié en France depuis une année, y vit de son travail, ou acquiert une propriété, ou épouse une Française, ou adopte un enfant, ou nourrit un vieillard ;

- Tout étranger enfin, qui sera jugé par le corps législatif avoir bien mérité de l'humanité,

est admis à l'exercice des droits de citoyen français. » C'est donc une conception - la « citoyenneté de résidence » - qui ne conditionne pas la citoyenneté à la nationalité, une conception qui, comme le dit fort justement le PCF, « revalorise dans son principe et dans la pratique la souveraineté populaire ». Les arguments s'opposant à ce type de conception sont

- La création d'un service public national et décentralisé du logement

Ces deux mesures ne suffiront pas à briser la logique capitaliste en matière de logement mais **elles vont dans le bon sens**. La formulation concernant le service public du logement reste floue. Elle n'indique pas ce que sera ce service public et ne précise pas sa structure juridique. Nous proposons une formulation plus précise :

### **LA NATIONALISATION DE TOUS LES OFFICES PUBLICS D'HLM !**

Seule une telle nationalisation donnera à l'Etat les moyens réels pour mettre en place un réel service public du logement.



souvent marqués

par le nationalisme chauvin et traversent tous les courants politiques sans exclusive (de la gauche à l'extrême droite). La proposition, faite par le sinistre Sarkozy, de création d'un Ministère de l'Immigration et de l'Identité Nationale en est un bon exemple.

Evidemment, il est toujours possible de critiquer les critères de durée de résidence proposés par la candidate : 3 ans pour les élections locales, 10 ans pour les élections nationales. Il n'en demeure pas moins que sur cette question, une véritable rupture s'opère.

Sur un autre registre qui concerne l'approche sur les autres questions de l'immigration, les propositions de Marie-George Buffet sont également en phase avec les principales revendications portées par les mouvements sociaux. Cette approche s'appuie sur le constat que « Pour une bonne part, elles (les migrations, ndlr) résultent de la misère, conséquence des politiques colonialistes d'hier, et d'un ordre économique mondial injuste qui déstructure les sociétés et étouffe leurs possibilités de développement »

- Suppression immédiate de la loi CESEDA sur l'immigration « jetable » qualifiée de « politique néocoloniale » et mise en place d'une législation en adéquation avec un certain nombre de valeurs progressistes.

- Suppression de la double peine, pratique scandaleuse qui consiste à expulser des résidents ayant purgé une peine de prison, et ayant donc payé leur tribut à la société.

- Suppression des « centres de rétention », ces véritables zones de non-droit où sont parquées les étrangers.

- Régularisation de tous les sans-papiers avec un titre de séjour de 10 ans: cette revendication forte des mouvements des sans-papiers est aussi un élément

important du programme car cette proposition se distingue du fameux *cas par cas* prôné par la candidate social-libérale Ségolène Royal. De plus, la proposition d'une carte de 10 ans permet de stabiliser ces populations. Cette stabilité de l'immigration est une des lignes de force des revendications pour que

s'arrête l'instabilité structurelle dans laquelle la législation met ces populations, instabilité qui permet bien évidemment de renforcer leur exploitation et leur précarisation. Cette proposition est donc un deuxième point de rupture avec les autres programmes.

## Union Européenne : Marie-George Buffet poursuit le combat gagné au Référendum du 29 mai 2005



Le programme de la candidate est clair (c'est le point 14 parmi les « 16 engagements ») : elle propose « **la fin des traités actuels** et leur remplacement par un nouveau traité à élaborer dans un processus démocratique et populaire et à adopter par référendum dans chaque pays ».

Il s'agit donc d'aller au-delà du combat gagné contre le projet de constitution et de mettre en cause les actuels traités, et notamment le Traité de Maastricht, tristement célèbre. Mais aussi le Traité de Schengen, fondateur de « l'Europe forteresse », justement dénoncée par le PCF.

Certes, nous avons une divergence avec le PCF sur la méthode, puisque leur proposition présuppose un accord des autres peuples européens, alors que nous pensons qu'étant donné le développement inégal de la lutte politique dans chaque pays il est parfois nécessaire de « montrer l'exemple » : de notre point de vue, la « fin des Traités » (et donc l'implication de la France dans ces traités liberticides) ne peut être suspendu à leur remplacement par un nouveau traité co-élaboré par les peuples d'Europe.



Par ailleurs, nous, communistes révolutionnaires, privilégions l'unité de lutte des travailleurs à l'échelle internationale (et pas seulement "européenne"), nous privilégions la solidarité entre peuples et pays anti-impérialistes, socialistes.

Mais nous devons retenir surtout ici cette volonté réaffirmée de lutter contre tous ces traités de malheur qui n'ont servi qu'à renforcer le patronat et affaiblir les travailleurs. C'est un prolongement au combat du printemps 2005, un prolongement de la victoire du 29 mai.



## Les 10 COMMANDEMENTS du PARTI SOCIALISTE à L'ÉLECTEUR de gauche

- 1 - *À l'ordre mondial américain, à l'Europe de Bruxelles, tu te soumettras!*
- 2 - *Tes acquis sociaux, tu y renonceras!  
La lutte de classe, tu l'abandonneras!  
Au capitalisme, tu te résignerás!*
- 3 - *Pour la guerre et le surarmement,  
plus d'impôts tu paieras!*
- 4 - *Moins tu consommeras, meilleure conscience tu auras !*
- 5 - *Moins tu te soigneras, mieux tu vivras!*
- 6 - *Le seul moyen pour réussir:  
aux chevaux, loto, bingo, banco tu joueras!*
- 7 - *Chaque soir, sur toutes tes chaînes,  
à la propagande Elyseeenne et européenne,  
tu te plieras! À la connerie américaine, ta famille s'habitue!*
- 8 - *Pour tes gosses, de formations bidon, de stages parking,  
tu te contenteras!*
- 9 - *Même diplômé(e), ta fille ou ton fils, JUC, C&L, IIVP, Rmiste,  
deviendra! Puis avec l'âge, comme toi, aux licenciements  
et au chômage s'accoutumera!*
- 10 - *En dépit de tout cela, au second tour de chaque élection,  
par discipline républicaine, pour le Parti Socialiste,  
tu te désisteras!*



Ce texte prémonitoire, rédigé par un camarade voici près de 20 ans et dénonçant le K.O. social sciemment planifié par les politiques successives des gouvernements socialistes Mauroy, Fabius et Rocard (1981-1988) sous la présidence de Mitterrand, n'a pas pris une ride. **Une nouvelle donne toutefois, pour ces Présidentielles 2007: voilà que le PS invite maintenant les électeurs de gauche à se désister pour lui, dès le 1<sup>er</sup> Tour.** Et ce pour conjurer la réédition d'un « naufrage Jospin ». Dénonçons ce débauchage électoral inqualifiable qui voudrait bâillonner la liberté d'expression plurielle! Mettons en garde nos proches, ami(e)s, voisin(e)s et collègues de travail devant ce piège antidémocratique! Les dirigeants du PS, en plein désarroi face aux mauvais sondages et à la lente et progressive dégringolade de leur candidate ne cessent de lancer des appels au vote utile. Ce chantage, ils l'accentueront jusqu'au 21 avril 2007 à minuit!

**Pour ne plus revivre les mêmes politiques anti-sociales du passé, pour ne pas servir de Samu au social-libéralisme, pour une autre politique à gauche qui change enfin nos vies :  
LE VRAI VOTE UTILE, populaire et anti-libéral, c'est Marie-George BUFFET !**

**Coordination Communiste  
Nord Pas de Calais**  
pour la reconstruction  
d'un parti communiste révolutionnaire

<http://coordin.communiste.free.fr>

[coordcommuniste@numericable.fr](mailto:coordcommuniste@numericable.fr)  
BP51 59007 Lille CEDEX

**ABONNEZ VOUS !  
ABONNEZ VOS AMIS !**

IPNS

**travailleurs**

Journal de la Coordination Communiste 59-62

Abonnement 10 euros - 6 numéros

Chèque à l'ordre de la Coordination Communiste

BP 51, 59007 Lille CEDEX

[coordcommuniste@numericable.fr](mailto:coordcommuniste@numericable.fr)